

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

ÉPREUVE D'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

SESSION 2023

HISTOIRE-GÉOGRAPHIE, GÉOPOLITIQUE et SCIENCES POLITIQUES

JOUR 1

Durée de l'épreuve : **4 heures**

L'usage de la calculatrice et du dictionnaire n'est pas autorisé.

Dès que ce sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 4 pages numérotées de 1/4 à 4/4.

Répartition des points

Dissertation	10 points
Étude critique	10 points

Le candidat traitera un sujet de dissertation au choix parmi les sujets 1 et 2 ET l'étude critique de document(s). Il précisera sur la copie le numéro du sujet choisi pour la dissertation.

Sujet de dissertation 1

Les réseaux et les territoires du cyberspace sont-ils le reflet des rapports de force mondiaux ?

Sujet de dissertation 2

Usage et acteurs du patrimoine en France.

Étude critique de documents : Les tentatives de résolution du conflit israélo-palestinien

En analysant les documents, en les confrontant et en vous appuyant sur vos connaissances, vous montrerez la diversité des acteurs des tentatives de résolution du conflit israélo-palestinien et les difficultés qu'ils rencontrent.

Document 1 :



De gauche à droite : Barack Obama, président des États-Unis d'Amérique, Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne et Benyamin Netanyahou, Premier ministre israélien.

Plantu, sommet Israël-Palestine à Washington, *Le Monde*, 3 septembre 2010.

Document 2 :

Les négociations israélo-palestiniennes ont-elles une chance d'aboutir ? [...] Quelles sont les raisons de l'impasse des négociations en cours entre Israéliens et Palestiniens ?

L'ampleur du décalage des positions de part et d'autre rend presque impossible un accord. Benyamin Netanyahu campe sur les positions qu'il avait fixées lors de son discours prononcé à l'université Bar Ilan en 2009. Il refuse le gel des colonies, le droit au retour des Palestiniens expulsés en 1948 et 1967. Il rejette l'idée de Jérusalem Capitale des deux Etats israélien et palestinien. À cela s'ajoute sa demande récente que les Palestiniens reconnaissent Israël comme "Etat juif" ce qui impliquerait que les 1,2 million d'Arabes israéliens n'y auraient plus leur place. Avigdor Lieberman, le très influent ministre des Affaires Étrangères, ne cache pas qu'il souhaite le départ de cette population. Toutes ces positions manifestent une réelle absence de volonté politique d'aller vers la paix. La majorité de la coalition au pouvoir en Israël récusé l'idée d'un État palestinien, en particulier Naftali Bennett, ministre de l'Économie et dirigeant du parti d'extrême-droite, "Foyer juif".

Du côté palestinien, Mahmoud Abbas a une très faible marge de manœuvre. Il ne peut pas accepter de reculer en deçà des positions prises par Arafat [...], au risque de perdre toute crédibilité en interne. Impossible pour les Palestiniens de renoncer au principe de Jérusalem comme capitale ou des frontières de 1967 comme base de négociations.

Catherine Gouëset, « Israël-Palestine : "Il n'y a pas de volonté politique d'aller vers la paix" », *L'Express*, 2 avril 2014.